

## CHAUMONT-EN-VEXIN

# Extension de l'hôpital : pas de soutien financier de l'Agence régionale de santé

Ce futur bâtiment accueillera l'unité de soins de longue durée et ses 86 lits. Il permettra de développer le service de soins de suite et de réadaptation avec 34 lits en chambres individuelles avec douche.



**IL NE FAISAIT PAS BON** parler au nom de l'Agence régionale de santé (ARS) Picardie hier à Chaumont-en-Vexin. Invité pour la cérémonie de la première pierre de l'extension de l'hôpital Bertinot-Juel de Chaumont-en-Vexin, le représentant de l'ARS a été pris à partie par des invités, officiels ou non. Son tort, être venu les mains vides malgré les nombreuses demandes de subvention émises depuis 2004 par Christine Louchet, directrice de l'établissement.

Le futur bâtiment accueillera l'unité de soins de longue durée (86 lits) et le développement du service de soins de suite et de réadaptation (34 lits). « Ce projet représente un investissement de 13,2 M€ et nous avons une subvention du conseil départemental de 1,2 M€, explique la directrice. Outre un autofi-

nancement de 2 M€, nous sommes obligés d'emprunter 10 M€ alors que notre budget de fonctionnement est de 9 M€. Sans le soutien financier de l'ARS, notre établissement se retrouve fragilisé. Notre tort, c'est sans doute de trop bien gérer l'établissement mais je ne désespère pas, j'en referai la demande ».

**« Notre tort, c'est sans doute de trop bien gérer l'établissement »**

Christine Louchet, directrice de l'hôpital Bertinot-Juel

Elle a reçu le soutien de Pierre Rambour, maire (LR) de Chaumont-en-Vexin. « En vingt-trois ans de présidence du conseil d'administration, l'établissement n'a jamais connu un exercice déficitaire, rappelle-t-il. Je ne peux pas admettre que tout le poids du financement soit à la charge exclusive de l'établissement et donc, de l'usager ».

Joseph Debray, président de la fédération hospitalière, déplore lui aussi qu'en « dix ans, l'ARS n'a pas donné un cent pour un projet qui

visé à sauver et soutenir un hôpital de proximité alors qu'elle soutient des établissements déficitaires ».

Surtout que l'hôpital ne manque pas de projets. Christine Louchet va demander la labellisation comme « centre de soins non programmés ». Pour appuyer sa demande, elle a pris l'exemple de la journée du 16 septembre. « Ce jour-là, nous avons eu 73 passages au niveau des consultations de médecine générale avec quatre urgences réelles. Le chiffre symbolique des 10 000 consultations annuelles a été franchi en 2014 et ne cesse de progresser. Nous venons de recevoir l'autorisation pour l'hospitalisation de jour et notre objectif sera de soutenir l'activité tout en menant des travaux qui vont durer trois ans. » Malgré ces arguments, le représentant de l'ARS est resté sourd aux demandes financières. Il s'est contenté de louer « le travail remarquable réalisé à l'hôpital Bertinot-Juel ».

PATRICK CAFFIN